

Communiqué de la
Première réunion ministérielle de suivi de la TICAD
tenue à Gaborone, Botswana, les 21 et 22 mars 2009

Préambule

1. Les ministres et délégations du Japon et des pays africains, ainsi que les représentants des autres pays partenaires, les organisations internationales et régionales, les organismes du secteur privé et de la société civile se sont réunis à Gaborone, Botswana, les 21 et 22 mars 2009, à l'occasion de la première réunion ministérielle de suivi de la TICAD intervenue après la quatrième édition de cette Conférence (la TICAD) tenue à Yokohama, aux fins :
 - d'examiner le Rapport Annuel 2008 sur l'état d'avancement de la Quatrième TICAD et d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan de Yokohama et
 - de se pencher sur les incidences de la crise financière et économique mondiale sur l'Afrique.
2. La réunion a été présidée conjointement par les ministres des Affaires étrangères du Japon et du Botswana, après avoir été officiellement ouverte par le vice-Président du Botswana, Son Excellence le Général d'Armée Mompoti MERAFHE et Son Excellence Monsieur Yasuo FUKUDA, ancien Premier Ministre du Japon.
3. Les participants ont noté que les Chefs d'État et de Gouvernement africains, lors du Douzième Sommet de l'UA de février 2009, ont exhaustivement dépeint les incidences négatives de la crise sur l'Afrique et les ont condensées dans la *Déclaration d'Addis Abeba* sur la crise financière ; ladite Déclaration met l'accent sur la nécessité d'une assistance de la Communauté internationale envers l'Afrique, sous forme de mesures pratiques et de décisions politiques de large portée, afin d'accompagner les efforts que le Continent déploie pour réduire l'impact de la crise.
4. Les participants ont favorablement accueilli l'offre du Gouvernement japonais, en sa qualité de co-Président, de transmettre au Sommet de Londres prévu le 2 avril 2009, ce communiqué qui reflète les points de vue et préoccupations relatifs aux incidences sur l'Afrique de la crise financière et économique mondiale.
5. Les participants ont exprimé leur sincère gratitude au Gouvernement et au Peuple de la République du Botswana pour leur hospitalité et pour les excellentes facilités mises à leur disposition pendant toute la durée de la réunion.

Mise en œuvre du Plan d'Action de Yokohama

6. Les participants ont loué les succès enregistrés dans de nombreux domaines relevant du Plan d'Action de Yokohama et ils ont renouvelé leur engagement à assurer et, dans toute la mesure du possible, accélérer leur mise en application. Les participants ont mis un accent particulier sur l'importance d'une rapide mise en œuvre des mesures d'assistance dans des secteurs tels que celui des infrastructures, susceptibles de créer des emplois, de stimuler la croissance économique et d'accroître l'intégration régionale ; ils ont exprimé leur satisfaction devant les efforts déployés à cet effet.
7. Les participants ont réaffirmé l'importance cruciale d'une synergie plus étroite entre les programmes de l'UA/NEPAD, des Communautés économiques régionales et ceux de la Quatrième TICAD – particulièrement l'exécution des projets de développement des infrastructures et des programmes de promotion du commerce et des investissements – et ce, afin de parvenir plus efficacement à stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté à travers le continent africain.
8. Les participants ont pris note et accueilli favorablement la confirmation par le Gouvernement japonais qu'il allait honorer pleinement les engagements pris lors de la Quatrième TICAD : doubler son APD et aider au doublement des investissements privés en Afrique d'ici 2012. Dans le cadre des efforts visant à accélérer l'assistance à l'Afrique, compte tenu de la crise financière et économique mondiale et des difficultés qu'elle engendre actuellement, le Japon a fait part de son intention de mettre en œuvre promptement un programme de subvention et d'assistance technique d'un montant de 2 milliards de dollars et de mobiliser activement les prêts APD d'un montant de 4 milliards de dollars à propos desquels il a réitéré son engagement.
9. Notant les graves incidences de la crise financière et économique mondiale sur les pauvres et les plus vulnérables de la société, les participants ont exprimé leur sincère reconnaissance au Gouvernement japonais pour l'assistance qu'il a fournie opportunément sous la forme d'une aide alimentaire et de filets de protection sociale d'un montant d'environ 300 millions de dollars.
10. Les participants ont également été informés et se sont réjouis des facilités mobilisées par le Gouvernement japonais, y compris le prêt équivalant à 100 milliards de dollars fourni par le Gouvernement nippon au Fonds Monétaire International (FMI) ainsi que du Fonds de Recapitalisation bancaire initié par la Société Financière Internationale (SFI) et la Banque japonaise pour la Coopération Internationale (JBIC). A cet égard, les participants ont mis l'accent sur la nécessité d'une plus grande souplesse devant régir l'accès des pays africains à ces ressources financières. Les participants ont également accueilli favorablement l'assistance technique en matière de financement spécifiquement adaptée à l'Afrique par l'Agence Japonaise pour la Coopération

Internationale (JICA), et « l'Initiative pour le Développement en matière de Commerce », version japonaise du programme « *Aid for Trade* ».

11. Les participants ont exprimé leur reconnaissance pour les efforts déployés par le Processus de la TICAD, depuis son lancement en 1993, pour promouvoir et maintenir le soutien au programme de développement de l'Afrique. Dans le contexte de la crise financière et économique mondiale, les participants estiment que le Processus de la TICAD pourrait servir de plateforme à un partenariat mondial renforcé et plus vaste en vue du développement de l'Afrique.

MESSAGE AU SOMMET DE LONDRES

L'impact, sur l'Afrique, de la crise financière et économique mondiale

12. Les participants ont exprimé leur préoccupation face aux graves conséquences de la crise financière et économique mondiale sur l'Afrique et notamment : la chute des prix des produits agricoles, l'affaiblissement de la demande en importations, l'aggravation des conditions budgétaires et la réduction sensible des arrivées de capitaux privés, des investissements directs étrangers et des transferts. Les participants partagent une forte détermination à faire en sorte que cette récession économique ne soit pas préjudiciable à l'Afrique ; ils ont souligné combien il est nécessaire que les pays africains, autant que leurs partenaires au développement, redoublent d'efforts afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015.

Réponse mondiale urgente à une crise mondiale

13. Les participants partagent la conviction qu'une synergie et une coordination plus étroites entre les pays africains et leurs divers partenaires au développement s'avèrent désormais nécessaires s'agissant de la mise en œuvre de leurs politiques et d'une utilisation optimale des ressources financières, afin de garantir une courbe de croissance durable à travers tout le continent. Dans ce cadre, les participants ont souligné, qu'il est d'une importance cruciale, que tous les partenaires au développement honorent, par une application régulière et effective, tous leurs engagements.
14. Les participants ont aussi convenu que des initiatives internationales sont nécessaires pour relancer les flux financiers vers l'Afrique – y compris les subventions au titre de l'APD, les prêts et lignes de crédit concessionnels et autres instruments. A cet égard, ils se sont réjouis de la proposition de la Banque Mondiale de création d'un Fonds de Vulnérabilité et ils ont vivement exhorté le Sommet du G-20 d'approuver et d'appuyer de tels programmes de filets de sécurité visant les pauvres et les plus vulnérables sur le Continent.

15. Les participants ont souligné la nécessité pour les pays africains de mobiliser les fonds gouvernementaux et de poursuivre des politiques macro-économiques saines et de bonne gouvernance pour protéger et élargir la portée des dépenses de développement cruciales. Les pays africains se sont engagés à améliorer leurs propres systèmes financiers et budgétaires ainsi que leurs procédures décisionnelles y relatives. En outre, ils ont également mis l'accent sur l'importance des politiques destinées à améliorer le climat des investissements afin de créer un environnement de financement plus positif pour le secteur privé et stimuler les investissements directs étrangers et les arrivées de capitaux privés.
16. Les participants ont souligné l'importance du commerce et des investissements pour une croissance durable et le développement économique en Afrique ; ils ont mis l'accent sur l'importance d'un plus grand accès des produits africains aux marchés internationaux et sur la nécessité d'éviter des mesures protectionnistes susceptibles d'être préjudiciables aux activités industrielles dans les pays en développement. Ils ont insisté pour que tout soit mis en œuvre en vue d'une rapide conclusion des négociations du *Cycle de Doha* de l'OMC qui prenne en compte de manière effective les préoccupations du monde en développement.
17. Ils ont également souligné, que la croissance économique durable en Afrique exige que l'on prenne pleine conscience des défis posés par l'impact des changements climatiques de part et d'autre du continent. Ils ont exhorté la communauté internationale d'augmenter le niveau de soutien accordé aux pays africains pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation. En outre, ils ont reconnu que la paix et la stabilité sont des conditions préalables essentielles pour atteindre la croissance durable et le développement économique.

Partenariat élargi avec l'Afrique

18. Les participants ont loué les efforts du G-20 visant à proposer des mesures qui s'attaquent à la crise financière et économique mondiale et à prendre les dispositions nécessaires à l'accélération de la relance de l'économie, y compris par la mise en application concertée de plans et la mise en place de facilités appropriées destinées à soutenir les efforts et améliorer la solidité du tissu économique.
19. Les participants ont souligné le fait que les mesures visant à résoudre la crise doivent tirer leur inspiration des points de vue, préoccupations et besoins de l'Afrique ; ils ont mis en exergue le fait que les pays africains ont un important rôle à jouer dans la reprise économique mondiale. Les participants ont aussi relevé que le moment est opportun pour mettre en place un nouveau système de Bretton Woods qui traduise les réalités internationales du 21^{ème} siècle.

Gaborone, Botswana, le 22 mars 2009